syndic peut procéder à la répartition d'un premier dividende, sauf à faire une seconde répartition si de nouvelles sommes d'argent lui sont versées par la suite; par exemple, si le prix de vente des immeubles présente un reliquat après le paiement des créanciers hypothécaires, ce reliquat est remis au syndic pour être distribué aux créanciers chirographaires ou, plus exactement, le syndic est colloqué en vertu de l'inscription qu'il a eu le soin de prendre au profit de la masse. Il en est de même lorsqu'il existe une ou plusieurs créances contestées; le syndic réserve ce qui pourrait leur revenir en cas d'admission et partage le reste entre les créanciers déjà admis.

Créances privilégiées. — Sont admis comme créances privilégiées: 1o les frais de faillite et honoraires du syndic, y compris ceux de poursuite faits à la requête du créancier qui a fait prononcer la faillite. 2o Le Trésor, pour impôts, taxes et patentes à lui dûs. 3o Le propriétaire pour son loyer pendant un an, plus l'année en cours au moment de la déclaration de la faillite. 4o Les ouvriers, employés et serviteurs, pour leurs gages et salaires. 5o Les fournisseurs alimentaires, boucher, boulanger, épicier etc, pour les fournitures faites au failli et à sa famille pendant les six derniers mois.

Après que ces créances privilégiées ont été intégralement acquittées, le surplus de l'actif est réparti au prorata.

Diverses solutions de la faillite

La faillite et la liquidation judiciaire sont susceptibles de recevoir plusieurs solutions: elles peuvent être closes pour insuffisance d'actif, par concordat simple, par concordat par abandon d'actif et enfin par l'union des créanciers.

La clôture pour insuffisance d'actif est prononcée lorsque la faillite n'a aucun actif ou que son actif est à peine suffisant pour payer les frais de la faillite.

Dans tous les cas, ni le créancier qui a poursuivi la déclaration de faillite, ni ceux qui auraient produit ne sont rendus responsables des frais de la faillite, qui ne peuvent aucunement leur incomber.

Concordat et union

On désigne sous le nom de concordat tout arrangement intervenu entre un commerçant et ses créanciers, en vertu duquel ceux-ci lui accordent soit des délais pour le paiement de ses dettes, soit une remise de tant pour cent, soit l'un et l'autre.

Un concordat peut assurément

intervenir avant qu'il y ait eu déclaration de faillite; dans ce cas, il prend le nom de *concordat amiable* et ne comporte aucune formalité judiciaire. C'est tout simplement un arrangement, une convention, ne sortant pas des limites du droit commun.

Nous n'avons, du reste, à nous occuper ici que des concordats après faillite, c'est-à-dire du *concordat simple*, du *concordat par abandon d'actif* et de *l'union des créanciers*.

De ces trois solutions, l'*union* est la plus rigoureuse pour le failli. Quand il y a union, le dessaisissement du failli ou l'incapacité du débiteur en liquidation judiciaire ne cesse pas, tous ses biens sont vendus, le prix est réparti entre ses créanciers et, s'il est insuffisant à les désintéresser tous, chacun de ceux-ci peut poursuivre le débiteur.

Cela n'a pas lieu quand il y a concordat. En cas de concordat simple, le dessaisissement du failli ou l'incapacité du débiteur en liquidation judiciaire prennent fin, le débiteur n'a plus besoin pour aucun acte, de l'assistance de son liquidateur.

Afin de faciliter le retour du failli à une meilleure fortune, les créanciers lui accordent des délais ou lui font remise d'une partie de sa dette.

Quand il y a concordat par abandon d'actif, le dessaisissement du failli et l'incapacité du débiteur en liquidation judiciaire ne cessent pas; les biens abandonnés sont vendus au profit des créanciers, comme en cas d'union, mais, s'il y a insuffisance, le débiteur est néanmoins libéré.

Des motifs divers peuvent faire préférer aux créanciers le concordat à l'union.

D'abord, l'union est une solution qui peut sembler trop rigoureuse pour un débiteur qui a été victime d'événements imprévus ou auquel il n'y a à reprocher que de légères négligences ou imprudences. Puis les créanciers peuvent espérer que le débiteur, ayant obtenu des délais ou des remises partielles reviendra plus facilement à meilleure fortune et parviendra ainsi à s'acquitter complètement.

Le concordat simple et le concordat par abandon d'actif sont, au point de vue de leur formation soumis aux mêmes conditions. Il faut pour qu'il y ait concordat:

1o Qu'un vote favorable ait été émis par la majorité des créanciers en nombre, représentant les deux tiers des créances en sommes; les majorités se calculent sur l'ensemble des créances vérifiées.

Exemple: Le passif d'une faillite est de \$15,000 et les créanciers au nombre de 15. Pour obtenir son concordat le failli devra réunir les votes de 8 créanciers au moins, dont les créances s'élèvent à \$10,000.

2o Que le concordat soit homologué par justice.

Cette homologation est accordée par le tribunal de commerce qui a prononcé la faillite; le concordat lui est soumis par le juge-commissaire, en audience publique.

La justice intervient pour empêcher autant que possible qu'un concordat ne soit accordé à un commerçant qui n'est pas digne de cette faveur et aussi pour protéger les dissidents qui forment la minorité et les créanciers absents et non représentés lors du vote.

Le tribunal ne peut, du reste, qu'accorder ou refuser l'homologation au concordat tel qu'il a été voté par les créanciers; il ne peut y apporter de modifications.

Les créanciers opposés au concordat ont le droit de former opposition à cette homologation.

3o Qu'il n'y ait pas eu condamnation pour banqueroute frauduleuse.

La banqueroute simple n'est pas, au contraire, un obstacle au concordat.

En cas de concordat simple, les fonctions du syndic ou du liquidateur prennent fin. Le syndic rend au failli un compte définitif et lui remet ses biens, papiers et livres.

Le concordat laisse subsister les incapacités politiques que la réhabilitation seule peut faire cesser.

Le concordat par abandon d'actif a un caractère mixte; il tient à la fois du concordat simple et de l'union; de l'union en ce que le commerçant ne conserve pas ses biens, qu'il abandonne à ses créanciers pour être vendus en justice par ceux-ci; il tient du concordat simple en ce que les créanciers consentent à faire remise à leur débiteur de ce qu'ils ne toucheront pas sur le prix.

On comprend que les créanciers préfèrent cette solution au concordat simple, quand ils n'ont pas une pleine confiance dans leur débiteur.

Le concordat, homologué par justice, est, en principe, irrévocable; mais il tombe quand il est résolu ou annulé.

Il ne peut être résolu que pour deux causes:

1o Le dol consistant dans la diminution de l'actif ou dans l'exagération du passif.

2o Une condamnation pour banqueroute frauduleuse.

Le concordat simple peut être ré-